PRODPRESS® | ENQUÊTE DOCUMENTAIRE

Affaire Epstein : pays, entreprises et relais politiques, de 1945 à 2026

Pays, entreprises et relais politiques
Périodes de référence : 1945-2026

Édition du 24 novembre 2026
MARTIN-LANDRÉ Christophe
Directeur de la publication

Version intégrale avec liens cliquables, chronologie, tableaux, glossaire et références documentaires. Les vidéos et les photographies sont consultables chez leurs diffuseurs et dépositaires.

Lire la version en ligne sur PRODPRESS

Authentique. Impertinent. Libre.

Enquête documentaire - version développée par pays, entreprises et périodes - 24 novembre 2026

La condamnation de Jeffrey Epstein en 2008 ne l'a pas privé de tous ses accès. Une décision du régulateur bancaire new-yorkais, des enquêtes françaises et des correspondances examinées par plusieurs rédactions montrent la persistance de services financiers et de relations influentes. Les révélations de novembre sur Deutsche Bank relancent une question concrète : quelles décisions ont permis à ce client et intermédiaire de continuer à circuler entre argent, institutions et pouvoir ?

Un virement exécuté. Une entrée en relation approuvée. Une présentation à un décideur. Pris séparément, ces actes n'ont ni la même nature ni la même portée. Leur chronologie permet pourtant de déplacer l'enquête : des noms accumulés dans un fichier vers les services effectivement rendus, les alertes connues et les responsabilités individuelles.

Cette enquête croise des documents publics avec des investigations de presse explicitement attribuées. PRODPRESS ne revendique ni la possession de l'intégralité de la fuite Deutsche Bank, ni de nouvelles auditions des personnes citées.

Sommaire : périodes · États-Unis · Allemagne · France · Sénégal · Côte d'Ivoire · Maroc · Mali · Gabon · Sierra Leone · RDC · Afrique du Sud · Zimbabwe · Émirats · Suisse · Royaume-Uni · chronologie croisée · entreprises · responsables publics · PDF, vidéos et photos · glossaire · sources PRODPRESS.

À lire d'abord sur PRODPRESS : le dossier maître Epstein-Maxwell, notre mise à jour France-Afrique et la synthèse historique Maxwell-Lang-Rothschild, 1945-2026. Retrouvez l'ensemble des enquêtes mobilisées dans l'index des sources PRODPRESS.

Périodes de référence : 1945-2026 et volet financier 1982-2026

Le dossier conserve deux échelles : les antécédents historiques Maxwell depuis l'après-guerre et les opérations financières étudiées dans la série Trump à partir des années 1980. Les événements sont regroupés ci-dessous pour faciliter la comparaison. Une continuité de personnes, de métiers ou de marques n'est pas une preuve de continuité d'une organisation criminelle.

Période	Périmètre	Question traitée
1945-1968	Après-guerre, édition scientifique, carrière publique de Robert Maxwell.	Identifier les activités et les fonctions historiques.
1969-1986	Pergamon-Leasco, conseils financiers, développement des groupes de médias.	Distinguer conseils, acquéreurs, sociétés et mandats.
1987-1991	TF1, Bouygues, Maxwell, imprimerie de Blois ; restructurations Trump.	Séparer participations industrielles et négociations de créanciers.
1992-2007	Trajectoires d'affaires et projets de financement ; contrats de 2004-2005.	Distinguer projets abandonnés et engagements signés.
2008-2012	Condamnation d'Epstein, fusion GDF-Suez, réseaux France-Afrique.	Reconstituer ce que chaque interlocuteur savait et faisait à la date des faits.
2013-2019	Relations bancaires, Prytanee, lobbying et projets immobiliers.	Suivre les actes, prestations et flux identifiables.
2020-24 novembre 2026	Sanctions, procès, enquêtes, publications et contrôles parlementaires.	Distinguer faits jugés, soupçons en cours et analyses politiques.

Nos enquêtes PRODPRESS : Pergamon-Leasco et le mandat Rothschild en 1969 ; Maxwell, TF1 et les Lang, 1987-1991.

États-Unis - justice, services financiers et contrôle parlementaire

Le socle judiciaire : condamnation, accusations et contrôle public

Nos enquêtes PRODPRESS : ce que le procès Maxwell a établi.

Une décision fédérale du **25 août 2026** rappelle le verdict de décembre 2021 contre Ghislaine Maxwell et sa peine de vingt ans prononcée en juin 2022. Le juge y rejette sa requête en annulation. Ce résultat judiciaire individualisé doit être distingué des allégations conservées dans les archives ou des appréciations des commissions parlementaires. Décision, affaire 25 Civ. 10468, document 10, copie Justia.

Pour les entreprises, l'enquête doit séparer trois fonctions : fournir des services à un client, émettre une alerte et prendre une décision sur la relation. Le passage par une banque ne démontre pas la connaissance de chaque opération par toute sa direction. Inversement, l'existence d'équipes de conformité ne suffit pas à établir que chaque alerte a été traitée.

Le dossier Trump : une chaîne financière distincte à comparer

En 1990, Wilbur Ross intervient pour Rothschild Inc. comme conseiller d'obligataires du Taj Mahal. En février 2017, le Sénat confirme sa nomination au Commerce par 72 voix contre 27. Ces deux événements sont documentés ; l'intervalle ne démontre pas une contrepartie politique. Les contrats et les décisions publiques doivent être examinés séparément. UPI, 16 octobre 1990 ; vote du Sénat du 27 février 2017.

L'axe Trump, dettes et nominations sert ici de comparaison sur les méthodes d'accès et d'intermédiation. Il ne permet pas d'attribuer les financements d'une entreprise Trump aux circuits d'Epstein sans pièce identifiant une opération commune. Les autorités de contrôle, les parlementaires et les personnes mises en cause occupent également des places différentes : ils ne doivent pas apparaître dans un même schéma sans légende.

Les banques et leurs décisions d'acceptation

Nos enquêtes PRODPRESS : quatre procédures bancaires à distinguer ; rapport Wyden et alertes financières.

Le dossier réglementaire apporte un point d'appui plus ancien et directement vérifiable. Dans son *consent order* de juillet 2020, le régulateur de l'État de New York décrit l'accueil d'Epstein chez Deutsche Bank en 2013, alors que sa condamnation et des accusations contre son entourage étaient publiques. Un banquier voyait dans cette relation des revenus et l'accès à d'autres clients fortunés. Source primaire : NYDFS, paragraphes 8 à 26.

Le même texte constate de graves lacunes dans la surveillance. Il prévoit **150 millions de dollars de pénalité** pour un ensemble couvrant **trois relations distinctes** : Epstein, FBME et Danske Estonia. Attribuer toute cette sanction au seul dossier Epstein serait inexact. Le régulateur laisse aux autorités pénales le soin de déterminer l'usage criminel éventuel des paiements. Paragraphes 56-57 et 114.

Analyse PRODPRESS. La différence entre une alerte existante et une alerte efficace se joue dans la décision qui suit. Identifier un client à risque ne suffit pas si les conditions de surveillance ne sont pas appliquées ou si les motifs des opérations ne sont pas examinés. C'est cette séquence - information, décision, exécution - qu'il faut reconstituer.

Le suivi parlementaire des flux

Le rapport *Looking the Other Way*, daté du **4 août 2026** et signé par le sénateur démocrate Ron Wyden, examine JPMorgan Chase, Deutsche Bank et Bank of America. Ses équipes accusent des responsables bancaires d'avoir tardé à signaler des opérations et recommandent des investigations sur des responsabilités personnelles. Il s'agit de conclusions parlementaires, distinctes d'un jugement. Rapport intégral, notamment pages 3 à 7.

Le document évoque plus de **1,4 milliard de dollars** de mouvements signalés rétrospectivement dans plusieurs établissements, sur une longue période. Ce périmètre diffère de celui de l'enquête Deutsche Bank de novembre. **Les deux volumes ne doivent pas être additionnés.** Méthode et chronologie du rapport.

Le **30 septembre**, Wyden demande aussi au DOJ et au FBI les comptes rendus d'entretiens concernant des employés de banques liés au dossier. Sa lettre affirme qu'un entretien identifié n'a pas été rendu public. Cette demande établit une démarche de contrôle parlementaire ; elle ne suffit pas, à elle seule, à prouver une dissimulation intentionnelle. Source : lettre aux autorités fédérales.

Les archives et les rapports de 2026

Nos enquêtes PRODPRESS : comparaison des deux rapports du Congrès ; analyse du rapport Raskin du 26 octobre ; rapport de la majorité du 10 novembre.

Le DOJ a annoncé le 30 janvier la publication de plus de trois millions de pages supplémentaires, portant le cumul à près de 3,5 millions. Il avertit que le corpus peut aussi contenir des éléments faux transmis aux enquêteurs. La publication officielle d'un fichier établit sa diffusion par le ministère ; elle ne valide pas chaque déclaration qu'il contient. Communiqué du DOJ.

Le rapport du **10 novembre** des équipes de la majorité républicaine de la commission Oversight décrit notamment le rôle des relations influentes et les défaillances institutionnelles. Celui des démocrates de la commission judiciaire, publié le **26 octobre**, formule des accusations contre Donald Trump et réclame une enquête indépendante. Leurs auteurs, objectifs et appréciations doivent être identifiés. Rapport républicain ; rapport démocrate.

La multiplication des fichiers ne remplace donc pas le travail de preuve. Une déposition, un courrier commercial, un signalement bancaire et une conclusion parlementaire répondent à des questions différentes. Les rapprocher exige de conserver cette distinction.

Allemagne - Deutsche Bank, supervision et révélations de novembre

Novembre 2026 : les nouveaux éléments documentaires

Le **17 novembre**, le consortium Inside Deutsche Bank publie une série d'investigations à partir de plus de quinze millions de fichiers internes. Le projet a été coordonné par Barracuda Media, avec l'appui technique du Data and Research Center. Il explore notamment les arbitrages entre relations commerciales et contrôles internes. Source : présentation de l'enquête par Frederik Obermaier, Newslaundry.

Dans le volet consacré à Epstein, les journalistes décrivent un document de la cellule américaine de renseignement financier de Deutsche Bank : il recense **21 déclarations d'activité suspecte** portant sur quelque **3 000 transactions**, entre octobre 2013 et mai 2019, pour un volume de **581,9 millions de dollars**. Ce chiffre est celui de l'enquête du consortium, publiée notamment par Himal Southasian. Lire les éléments et la réponse spécifique de la banque.

Ce volume ne mesure pas une somme de blanchiment démontrée. Un signalement exprime un soupçon à examiner. Des mouvements entrants et sortants peuvent concerner les mêmes fonds. Pour établir un financement criminel, il faut retrouver les opérations, leurs bénéficiaires, leurs motifs et les

éléments de connaissance des intervenants.

Le 17 novembre, le ministre allemand des Finances Lars Klingbeil réclame des explications transparentes sur les défaillances et les corrections apportées. Dans un article publié le 20 novembre et actualisé le 21, Le Monde rapporte également une enquête de l'autorité de protection des données de Hesse sur les conditions de la fuite. Celle-ci doit être distinguée d'une enquête sur les opérations financières d'Epstein. AFP ; Le Monde.

La réponse de la banque

Dans la réponse publiée par le consortium, Deutsche Bank affirme s'être profondément transformée. Elle met en avant **sept milliards d'euros d'investissements directs dans son environnement de contrôle entre 2019 et 2025**, en plus d'investissements technologiques. Elle souligne l'ancienneté de nombreux épisodes et les échanges déjà intervenus avec les régulateurs. Réponse de Deutsche Bank au consortium.

Dans son document réglementaire de 2026, la banque indique coopérer avec les autorités et le Congrès sur son ancienne relation avec Epstein. Source : supplément au document d'enregistrement, rubrique « Jeffrey Epstein Matters ».

Ces réponses doivent être confrontées aux dates des réformes et aux constats précis. Une sanction passée ne démontre pas que les mêmes défaillances persistent aujourd'hui ; l'annonce de nouveaux contrôles n'efface pas les décisions antérieures. La comparaison exige des éléments vérifiables dans les deux sens.

Nos enquêtes PRODPRESS : Inside Deutsche Bank : l'enquête internationale ; la portée de la sanction new-yorkaise de 2020.

France - antécédents historiques et procédures de 2026

Jack et Caroline Lang : le volet financier

Le PNF a confirmé une enquête préliminaire ouverte le **6 février 2026** pour **blanchiment de fraude fiscale aggravée**, visant Jack Lang et Caroline Lang. Son communiqué du 16 février mentionne des perquisitions, notamment à l'Institut du monde arabe. Cette qualification concerne des soupçons financiers : elle ne permet pas de leur imputer des crimes sexuels. Communiqué du PNF.

L'enjeu documentaire est de distinguer les projets, les engagements et les mouvements d'argent exécutés. La création d'une société, une promesse de financement et le versement d'une somme ne sont pas des événements interchangeables.

Dans ses déclarations au Monde en février, Caroline Lang assurait n'avoir reçu aucune somme de la société constituée avec Epstein. Jack Lang disait ignorer son passé criminel. Ces explications sont leurs positions publiques et doivent être appréciées avec les autres pièces. Source : Le Monde, 5 février, actualisé le 10 février 2026.

Fabrice Aidan : une procédure distincte

Dans son communiqué du **24 mars**, le PNF fait état d'une enquête ouverte le **17 février**, notamment pour corruption passive d'agent public étranger et complicité, visant notamment Fabrice Aidan. Des perquisitions ont eu lieu le **20 mars**, dont une au siège d'Edmond de Rothschild (France). Une perquisition est un acte de recherche de preuves, pas une déclaration de culpabilité de l'établissement ou de tous ses dirigeants. Communiqué du PNF.

Le ministère des Affaires étrangères annonce, le 24 mars, avoir achevé son enquête administrative après une trentaine d'auditions et transmis son rapport à la justice. La voie administrative et la procédure pénale poursuivent des finalités distinctes. Source : France Diplomatie.

Il faut également identifier précisément les institutions. Deutsche Bank, Edmond de Rothschild et les autres groupes bancaires cités dans des dossiers voisins ne constituent pas une même entité. Une ressemblance de dénomination, une relation professionnelle ou un contact commun ne démontre aucun circuit financier partagé.

Le volet des violences : garder les victimes au centre

Nos enquêtes PRODPRESS : Brunel, mannequinat et entraide judiciaire ; les saisies de l'avenue Foch ; les demandes françaises concernant témoins et victimes.

Le **10 septembre 2026**, la procureure de Paris Laure Beccuau annonce que 26 victimes ont été recensées, dont treize n'apparaissaient pas dans les dossiers Brunel ou Gérald Marie ; huit restaient à entendre à cette date. Elle évoque aussi d'autres recruteurs potentiels. Ces déclarations décrivent un état daté des investigations et ne constituent pas un bilan arrêté au 24 novembre. Source : AFP, propos sur France Inter rapportés par Le Progrès.

Le suivi financier ne doit pas reléguer ces témoignages au second plan. Il peut permettre de vérifier des déplacements, des paiements et des personnes intervenues dans une chronologie d'abus. Il ne dispense jamais d'entendre les victimes ni de confronter les versions.

Les antécédents français : médias, culture et entreprises

Nos enquêtes PRODPRESS : TF1, Blois, Grande Arche et voyage à Moscou ; synthèse historique et limites des rapprochements.

En 1987, Le Monde décrit la participation des Maxwell à TF1, derrière Bouygues. Les archives relatent aussi l'entrée à 49 % dans Cino del Duca en 1988, puis le contrôle de l'imprimerie de Blois en 1990. TF1 ; 1988 ; 1990.

Les fonctions de Jack Lang au ministère de la Culture, notamment en 1981-1986 et 1988-1993, appartiennent à cette chronologie publique. Elles doivent être datées avant toute comparaison avec des relations privées ultérieures. La présence de personnes dans un même univers culturel ne démontre aucune continuité criminelle entre les décennies. Source : ministère de la Culture.

2016 : Prytanee LLC, une structure précise à examiner

Mediapart décrit l'immatriculation de Prytanee LLC le **22 juillet 2016** à Saint-Thomas. Caroline Lang en détient la moitié via Pierre Trust ; Southern Trust Company apporte les fonds. Le journal évoque 1,4 million de dollars crédités sur les comptes pour investir dans l'art, sans que cela constitue un revenu personnel de Caroline Lang. Mediapart, 2 février 2026, copie PDF.

La vérification doit suivre les statuts, les pouvoirs du gestionnaire, les apports, les achats d'œuvres, leurs détenteurs et la liquidation. Une participation au capital, une valeur de compte et une distribution sont trois réalités distinctes. Les explications des intéressés et les conclusions judiciaires doivent être confrontées à cette chaîne.

Diplomatie et énergie : les parcours à replacer dans le temps

L'avocate de Fabrice Aidan a indiqué à Reuters, le 12 février 2026, qu'il rejetait les accusations. Reuters situe son détachement à l'ONU de juillet 2006 à avril 2013 et décrit des transmissions documentaires alléguées. Ces éléments et cette défense doivent accompagner l'exposé de la procédure. Reuters, 12 février 2026.

Le 16 mars, Engie a annoncé à l'AFP la fin de ses fonctions dans le groupe. Il faut distinguer ce fait professionnel des investigations pénales. La généalogie de l'entreprise est également précise : fusion de Gaz de France et Suez en 2008, puis adoption du nom Engie en 2015. Cette histoire industrielle ne démontre pas qu'Epstein ait participé à la fusion. AFP, 16 mars 2026 ; histoire officielle d'Engie.

Le personnel politique : fonctions, intermédiaires et limites

Nos enquêtes PRODPRESS : Olivier Colom : courriels attribués et intermédiation.

Ancien conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy, Olivier Colom a ensuite travaillé chez Edmond de Rothschild et entretenu des relations avec Epstein. Il a déclaré ignorer ses activités criminelles et n'avoir participé qu'à des activités professionnelles licites. Le Monde, 14 février 2026.

Macron a travaillé chez Rothschild en France en 2008-2012, avant ses fonctions publiques. Ce parcours ne démontre aucun financement lié à Epstein. Le Monde ; Élysée.

Points de contrôle pour la France. À chaque société doivent correspondre une raison sociale, une juridiction et des signataires. À chaque intervention politique alléguée doivent correspondre une demande, une réponse et une décision identifiable. Le prestige d'une fonction ou la parenté avec un responsable public ne remplacent aucune de ces pièces.

Sénégal - 2010-2016 : affaires, accès politiques et lobbying

Karim Wade : une intervention documentée, un résultat à ne pas surinterpréter

L'OCCRP a décrit, à partir des courriels publiés, une relation entre Epstein et Karim Wade remontant à 2010. Pendant l'incarcération de l'ancien ministre sénégalais, son entourage sollicite en septembre 2015 un financement de **100 000 dollars** pour trois mois de lobbying. L'enquête rapporte aussi une facture de 500 000 dollars adressée en 2014 à Southern Trust Company, société d'Epstein. Une facture n'atteste pas son règlement. Enquête de Kevin G. Hall, Zack Kopplin et Sana Sbouai.

L'OCCRP retrace des contacts avec le cabinet Nelson Mullins et des messages reçus après la grâce de Wade, en juin 2016. Ces échanges montrent des démarches. Ils ne démontrent pas que celles-ci ont déterminé la grâce, ni une participation de Wade aux crimes sexuels d'Epstein. L'OCCRP précise ne pas avoir obtenu de réponse de Wade à ses questions. Source et sollicitations rapportées par l'OCCRP.

2010-2012 : un interlocuteur au cœur de l'appareil économique

L'AFP situe au 15 novembre 2010 une rencontre à Paris facilitée par Sultan Ahmed bin Sulayem. Sous la présidence d'Abdoulaye Wade, Karim Wade détenait jusqu'en 2012 plusieurs portefeuilles économiques, dont l'énergie et les infrastructures. AFP / TV5MONDE, 26 février 2026.

2013-2016 : les démarches autour de l'incarcération

L'AFP distingue deux factures de 500 000 dollars, en 2014 et 2015, d'archives suggérant la prise en charge d'au moins 50 000 dollars de lobbying. Les factures ne prouvent pas leur règlement. Détails de l'AFP.

DW décrit une stratégie de communication et de pression diplomatique autour du dossier Wade. Les propos évoquant la présidence de Macky Sall n'établissent pas qu'elle ait exécuté une demande d'Epstein. DW, 20 février 2026.

Ce que ce volet permet de comprendre

Le cas sénégalais illustre une relation pouvant changer de fonction : contact d'affaires, puis recours à des avocats et à des intermédiaires d'influence. Pour déterminer qui a mandaté qui, il faut retrouver les lettres de mission, les prestations livrées et les factures acquittées. Une formule de remerciement renseigne sur la perception de l'auteur, pas sur le mécanisme juridique d'une grâce.

Questions encore ouvertes. Quelle entité a payé chaque prestation ? Qui a bénéficié des services ? Quelles réunions ont effectivement eu lieu et avec quel ordre du jour ? Le dossier disponible ne permet pas de transformer la relation Wade-Epstein en participation à des crimes sexuels.

À retrouver dans notre dossier France-Afrique : les échanges concernant Karim Wade et les démarches de lobbying. Cette synthèse renvoie aux enquêtes de l'AFP et de l'OCCRP, à consulter pour leurs pièces et leurs attributions respectives.

Côte d'Ivoire - 2011-2018 : relations personnelles et accès institutionnels

Nina Keita : distinguer chaque type d'intermédiation

L'AFP documente le rôle de Nina Keita entre Epstein, Wade et l'entourage de son oncle Alassane Ouattara. Elle rapporte également la transmission de photos et de coordonnées d'une jeune femme à Epstein, suivie d'une rencontre à Paris en août 2011. Cela impose d'examiner séparément les mises en relation politiques, les démarches financières et les présentations de personnes. AFP Factuel, 27 février 2026.

Le Monde a publié le 13 février une enquête sur ces relations et précise que Nina Keita et la présidence ivoirienne n'avaient pas répondu à ses sollicitations. Cette absence de réponse ne constitue pas un aveu. Source : Le Monde.

Ce qui reste à établir. Les sources mobilisées ici ne permettent pas d'attribuer à chaque intermédiaire la connaissance des intentions d'Epstein, ni de transformer chaque présentation en acte de recrutement criminel. La proximité appelle des questions précises ; elle ne fournit pas automatiquement leurs réponses.

2011-2014 : des propositions au voisinage du pouvoir

DW rapporte des mises en relation en 2011 à New York puis des rencontres envisagées ou organisées à Abidjan en 2012. Les correspondances évoquent notamment un avion présidentiel et un système de surveillance d'origine israélienne. Il s'agit de sujets décrits dans des échanges : l'article ne produit pas de contrat exécuté démontrant l'acquisition de ces équipements par l'intermédiaire d'Epstein. DW, 20 février 2026.

Le rôle d'intermédiaire doit être qualifié dossier par dossier : proposition commerciale, recommandation personnelle, négociation, mandat rémunéré ou simple transmission. Sans cette distinction, la proximité d'un responsable politique devient artificiellement la preuve d'une intervention de l'État.

Le rattachement à Gestoci n'établit pas un flux de l'entreprise

En février 2026, l'AFP présente Nina Keita comme dirigeante de Gestoci, société de gestion des stocks pétroliers. Cette fonction ne prouve aucun usage des fonds de l'entreprise dans ses relations privées. AFP Factuel.

Présentations de jeunes femmes et accusations : ne pas confondre les étapes

Lorsqu'un échange porte sur une présentation de personne, la vérification doit rechercher son âge au moment des faits, le contexte, les déplacements et les témoignages disponibles. Elle doit aussi protéger les personnes potentiellement victimes. Une réponse légère ou ambiguë dans un courriel peut soulever une question légitime sans établir à elle seule connaissance et participation à une exploitation.

Une fausse interdiction de débattre

L'AFP a vérifié qu'un prétendu communiqué de procureur interdisant de parler de l'affaire était faux et avait été démenti par le ministère ivoirien de la Justice. La critique du pouvoir et la vérification d'un faux sont deux tâches compatibles : un document fabriqué ne doit pas devenir une preuve de censure. AFP Factuel, 27 février 2026.

À établir. Les éventuels actes d'entreprises ou d'administrations doivent être documentés par leurs propres décisions et comptes. Ni un lien familial ni une fonction professionnelle ne permet d'attribuer une opération à une présidence ou à une société publique.

Notre suivi PRODPRESS : Nina Keita, les mises en relation et la vérification du faux communiqué ivoirien. Les références externes propres à ce volet sont conservées ci-dessus.

Maroc - 2001-2019 : séjours, immobilier et intermédiaires

Des déplacements rapportés, des achats à distinguer

Le Desk décrit des déplacements récurrents au Maroc et des recherches immobilières impliquant notamment Alberto et Linda Pinto. Son enquête du 2 février 2026 évoque la recherche par Epstein d'une alternative à ses propriétés insulaires. Elle retrace aussi des tentatives de contact avec des personnalités influentes : une tentative ne vaut pas rencontre accomplie. Le Desk, enquête de Kenza Filali.

Le riad Ksar Massa, évoqué dans les échanges de 2015 rapportés par Mediapart, doit être distingué de Bin Ennakhil. Les négociations ne concernent pas une seule propriété. Mediapart.

2019 : les instructions de transfert vers le palais Bin Ennakhil

Reuters rapporte le 20 février 2026 des transferts instruits par Southern Trust via Charles Schwab, d'environ 12,7 puis 14,95 millions de dollars, accompagnés d'annulations. L'agence décrit un signalement daté du 13 juillet 2019. Marc Leon, l'intermédiaire immobilier, lui a déclaré que l'acquisition n'avait finalement pas eu lieu et qu'il ignorait la poursuite des crimes d'Epstein. Schwab affirme avoir engagé une revue des comptes puis décidé de les fermer et saisi les autorités. Enquête Reuters, reprise par MarketScreener.

La somme des ordres ne doit pas être présentée comme un prix effectivement payé. Il faut distinguer le montant proposé, le débit, la réception, la contrepassation et le solde définitif. Cette différence devient essentielle lorsque la même tentative d'achat donne lieu à plusieurs instructions.

Ce qui reste à établir

L'hypothèse d'un repli immobilier doit être confrontée aux calendriers judiciaires et aux documents de l'acquisition. Elle ne permet pas de conclure à une protection de l'État marocain, à une intervention royale ou à une complicité de tous les prestataires. Pour chaque intervenant, l'existence d'un mandat, son contenu et la connaissance des risques doivent être établis.

Pièces décisives. Promesse de vente, titre foncier, bénéficiaire effectif de la structure propriétaire, instructions bancaires, confirmations de réception et documents d'annulation. Sans cet ensemble, une négociation avancée reste une négociation et ne devient pas une résidence acquise.

Mali - 2011 : un déplacement préparé, une exécution à documenter

Le Mali figure dans la tournée proposée en mai 2011 et dans les démarches de passeport analysées par ABC News. Ce sont des préparatifs, pas des preuves d'entrée ni de contrat. ABC News, 15 janvier 2024 ; repère EFTA01796777, transcription privée.

La bonne unité d'analyse est ici l'étape de voyage. Il faut relier un appareil, une date, une autorisation et une preuve d'exécution, puis établir les personnes rencontrées. L'inscription d'un pays sur une feuille de route ne désigne pas ses dirigeants comme partenaires du voyageur.

À vérifier pour le Mali. Les registres d'arrivée, les journaux des équipages, les autorisations de survol et les correspondances institutionnelles. Les sources réunies ne permettent pas d'attribuer un marché public ou une transaction minière à Epstein.

Gabon - 2011-2013 : passeport et propositions de rencontres

Le Gabon figure également parmi les destinations invoquées pour un second passeport. Gabonreview distingue cette mention d'un courriel évoquant une possible rencontre avec « Bongo » et souligne l'absence de preuve de rendez-vous dans les éléments présentés. L'identité et la rencontre ne doivent donc pas être transformées en certitudes. ABC News ; Gabonreview, 4 février 2026.

Les fonctions d'un intermédiaire peuvent se limiter à proposer une introduction, organiser une logistique ou transmettre une demande. Pour passer de cette description à l'affirmation d'un accès institutionnel effectif, il faut une acceptation et une trace de la réunion. Un message d'Epstein vantant son carnet d'adresses n'établit pas à lui seul ce que les autorités auraient accepté.

À établir pour le Gabon. Les dates d'entrée, les interlocuteurs identifiés, les agendas, les éventuels mandats et les flux correspondants. Aucun investissement dans les ressources naturelles ne peut être déduit du seul nom du pays ou du patronyme d'un dirigeant dans un courriel.

Sierra Leone - 2011 : une étape proposée

La Sierra Leone apparaît dans les destinations invoquées auprès du Département d'État américain et dans la tournée proposée en mai 2011. Le rapprochement documente une intention de déplacement, non son exécution. ABC News ; référence EFTA01796777, copie textuelle non officielle.

Il reste nécessaire de retrouver des traces aéronautiques et institutionnelles avant de nommer un responsable local comme interlocuteur effectif. Les éléments recueillis ne documentent pas un contrat ou une activité criminelle en Sierra Leone. Cette limite évite de convertir une simple escale envisagée en implantation économique.

République démocratique du Congo - 2009-2018, puis contrôle en 2026

Banana : une piste économique identifiée

Le **2 avril 2026**, PPLAAF publie une analyse selon laquelle des courriels montrent que Sultan Ahmed bin Sulayem cherchait à associer Epstein à des discussions sur des infrastructures portuaires, dont **Banana**. L'organisation rapproche ces échanges de ses investigations antérieures sur les négociations menées sous Joseph Kabila. Ce sont les constats et soupçons formulés par PPLAAF, et non un jugement dans cet article. Communiqué et analyse de PPLAAF.

Ce volet mérite une enquête économique autonome : identifier le projet décrit à chaque date, ses véhicules juridiques, ses partenaires, ses bénéficiaires et la prestation exacte attribuée à Epstein. Être informé d'une négociation, proposer un montage et disposer d'un mandat d'intermédiation ne sont pas équivalents.

Les investissements postérieurs à 2019 ne peuvent être attribués à Epstein

PPLAAF rappelle aussi l'annonce, en 2024, d'un engagement pouvant atteindre 35 millions de dollars de British International Investment aux côtés de DP World pour le port. Cette décision est postérieure à la mort d'Epstein. Son existence permet d'examiner la gouvernance d'un projet, pas d'affirmer qu'Epstein en aurait dirigé l'évolution ultérieure. PPLAAF ; annonce de BII citée par l'organisation.

Limites et contradictoire. Le communiqué examiné ne fournit pas une réponse détaillée de toutes les personnes ou entreprises concernées à chacun de ses griefs. PRODPRESS ne présente donc ni une corruption acquise ni un financement par Epstein comme démontré. Il faut les contrats de concession, les conventions d'actionnaires, les bénéficiaires effectifs et les réponses précisément rattachées aux accusations.

Afrique du Sud - 2010 : un projet de dîner à Londres et une contestation

eNCA rapporte, le 2 février 2026, un courriel signé Mark Lloyd proposant un dîner au Ritz pour Jacob Zuma, alors en visite au Royaume-Uni. Le média décrit l'invitation d'une mannequin mais précise que le déroulement exact de la soirée n'est pas établi. La Fondation Jacob Zuma y dénonce une campagne de dénigrement et souligne qu'aucun comportement illégal n'est démontré. Source : eNCA, invitation et réponse de la Fondation.

L'échange porte sur une réception envisagée à Londres : ce n'est pas une preuve de déplacement d'Epstein en Afrique du Sud. Il faut distinguer le pays de la fonction du personnage, le lieu de la rencontre et les activités alléguées. Les réunir sur une carte sans ces indications produit une géographie trompeuse.

Ce que permet la pièce. Elle renseigne sur une tentative d'organisation et sur l'usage du nom d'un responsable politique pour réunir des invités. Pour établir une participation, il faudrait une confirmation de présence, un agenda, des images authentifiées ou plusieurs témoignages concordants.

Cette réserve n'efface pas l'intérêt de l'invitation pour comprendre les réseaux mondains ; elle fixe la frontière entre ce qui a été proposé et ce qui s'est produit. Les documents examinés ici n'établissent pas une implication criminelle de Zuma.

Zimbabwe - 2012-2017 : propositions financières et renseignement non corroboré

Une enquête de la BBC, reprise par MyJoyOnline le 5 février 2026, décrit un échange de 2015 entre Epstein et Joi Ito sur une éventuelle nouvelle monnaie au Zimbabwe. Epstein y indique ne pas être ami avec Robert Mugabe tout en affirmant pouvoir attirer son attention. Le même travail rapporte une déclaration de source confidentielle conservée dans un dossier du FBI en 2017, qui lui attribue un rôle de gestionnaire de fortune : elle demeure non vérifiée. BBC, reprise MyJoyOnline.

Ces deux catégories ne peuvent pas être fusionnées : le premier échange documente une proposition et une affirmation d'accès ; la seconde est un renseignement à vérifier. Ni l'un ni l'autre ne constitue, dans les pièces mobilisées, un mandat signé ou une preuve de gestion d'actifs pour Mugabe.

La vérification nécessaire. Identifier le projet monétaire, ses auteurs, ses éventuels partenaires et l'existence d'une démarche auprès des autorités. Pour une gestion de fortune alléguée, retrouver un contrat, des comptes, des honoraires et la chaîne des bénéficiaires. L'accusation d'une source anonyme ne remplace aucun de ces éléments.

Le texte de la BBC relève aussi des erreurs dans des messages anciens concernant Mugabe. Cette observation rappelle que les archives reproduisent parfois des informations inexactes, même lorsqu'elles proviennent d'un dossier d'enquête authentique.

Émirats arabes unis - un intermédiaire entre réseaux portuaires et cercles politiques

L'enquête Reuters de février 2026 décrit les liens personnels d'Epstein avec Sultan Ahmed bin Sulayem et la pression exercée sur DP World après la publication des courriels. Elle rapporte son départ de la présidence et de la direction générale le 13 février, tout en précisant ne pas pouvoir déterminer le détail des raisons ayant conduit à cette décision. Reuters, relations au Moyen-Orient et départ de DP World.

Reuters rapporte que British International Investment et La Caisse avaient suspendu de nouveaux engagements avant de saluer les changements de direction et d'envisager la poursuite de leurs partenariats. Une suspension temporaire ne doit donc pas être décrite comme une rupture permanente. La réponse de DP World à cette enquête était limitée ; Bin Sulayem n'avait pas répondu aux questions de l'agence sur son départ. Réactions des partenaires rapportées par Reuters.

Ce qu'il faut distinguer. La relation personnelle du dirigeant, les actes d'une société qu'il dirigeait et les choix d'investisseurs sont trois niveaux différents. Pour attribuer à DP World une prestation d'Epstein, il faut identifier une convention, des décideurs et une exécution. Un courrier privé du dirigeant ne suffit pas à engager toute l'entreprise ou l'État des Émirats.

Ce pays intervient dans le dossier comme base d'un acteur international des ports et de la logistique. Cette fonction économique explique l'intérêt d'examiner les connexions avec l'Afrique ; elle ne permet pas d'inventer un financement commun à tous les projets évoqués.

Suisse - établissements distincts, comptes et financements à dater

Edmond de Rothschild et Rothschild & Co : deux ensembles

Nos enquêtes PRODPRESS : banques, holdings et branches juridiquement distinctes.

L'accord annoncé le 29 juin 2018 par Rothschild & Co avec Edmond de Rothschild organise leurs marques et le dénouement de participations croisées, devenu effectif le 6 août. L'existence de ces participations historiques ne signifie pas une direction ou une responsabilité unique. Communiqué du 29 juin ; réalisation du 6 août.

Le Monde a décrit des relations d'affaires entre Ariane de Rothschild et Epstein à partir de 2013. Ce dossier concerne le groupe Edmond de Rothschild et doit être identifié comme tel ; il ne doit pas être attribué à l'établissement parisien dans lequel Macron a travaillé. Le Monde, 4 février 2026.

Le compte destinataire du dossier marocain

Dans l'enquête Reuters sur le palais de Marrakech, les instructions visent un compte Julius Baer en Suisse. L'agence précise ne pas avoir pu établir l'acceptation des transferts par cette banque, qui a décliné tout commentaire. Reuters.

La banque destinataire d'un ordre n'est pas nécessairement celle d'un paiement définitivement exécuté. Avant d'en déduire un circuit de financement, il faut les confirmations et les annulations, puis identifier le titulaire du compte et son mandat.

2004-2005 : deux opérations Trump de nature différente

Un dépôt SEC de février 2004 décrit un projet d'investissement de 400 millions de dollars par DLJ Merchant Banking Partners III, lié à Credit Suisse First Boston. Un dépôt de septembre confirme la fin des discussions. En mai 2005, un autre contrat de crédit, plafonné à 500 millions de dollars, identifie UBS Securities et Morgan Stanley dans des rôles d'arrangeurs et d'agents. Le projet abandonné et le contrat signé ne sont pas interchangeables. Projet, février 2004 ; rupture, septembre ; contrat du 20 mai 2005.

Ces pièces servent à vérifier les rôles bancaires dans le dossier Trump. Elles n'établissent pas une opération commune avec Epstein et n'autorisent pas à présenter le plafond du crédit comme une somme personnellement versée par UBS à Donald Trump.

Royaume-Uni - 1945-1991 : un antécédent historique à ne pas fusionner avec le pénal

La National Portrait Gallery situe le développement des activités éditoriales de Robert Maxwell autour de Pergamon dans l'après-guerre, son mandat de député travailliste de Buckingham en 1964-1970 et l'achat de Mirror Group Newspapers en 1984. Ce parcours documente des fonctions économiques et politiques. Notice institutionnelle de Robert Maxwell.

Le communiqué **1969/13 du Takeover Panel** retrace le projet de rachat de Pergamon par Leasco et son retrait. Il identifie notamment N. M. Rothschild & Sons dans les explications de Leasco et Robert Fleming & Co comme conseil de Pergamon. Les deux mandats doivent être distingués. Source primaire, Takeover Panel.

Cette différence est substantielle : une banque conseillant un acquéreur n'est pas automatiquement le financeur ou le partenaire permanent du dirigeant de la cible. Le contrat, le mandat, le client et la date doivent rester attachés à chaque intervention.

Les activités de Robert Maxwell, celles de Ghislaine Maxwell et les crimes d'Epstein ne constituent pas une seule chaîne juridique parce qu'un nom de famille traverse plusieurs périodes. Le dossier historique permet de comprendre des trajectoires et des milieux ; il ne démontre pas une transmission automatique de responsabilités pénales.

Repère complémentaire. Les discussions autour de London Gateway mentionnées dans l'analyse de PPLAAF relèvent d'un dossier portuaire distinct de Pergamon. Les relier exige d'identifier les personnes et leurs fonctions à chaque date, sans confondre les générations.

Nos enquêtes PRODPRESS : les origines Pergamon et le dossier Leasco ; la chronologie historique comparée.

Kenya, Rwanda, Nigeria, Ghana, Guinée et Madagascar : ce que permet le corpus

L'enquête du Monde sur les connexions africaines rapporte des propositions de rencontres en 2013 concernant notamment le Kenya et le Rwanda. Une liste de rendez-vous proposés ne démontre pas leur tenue. Le Monde, 16 février 2026.

Pays	État retenu pour cette version	Condition d'un développement supplémentaire
Kenya	Proposition de mise en relation rapportée ; rencontre non établie ici.	Invitation acceptée, agenda, compte rendu et interlocuteur identifié.
Rwanda	Même distinction entre proposition et exécution.	Pièce originale et trace de la réunion.

Pays	État retenu pour cette version	Condition d’un développement supplémentaire
Nigeria	Aucune relation ou opération précise suffisamment étayée pour être retenue dans ce dossier.	Identifier une pièce, un acteur et une opération ; le nom du pays seul ne suffit pas.
Ghana	Pas de développement nominatif retenu sur la seule base d’occurrences.	Dédoublonner les mentions et identifier leur contexte.
Guinée	Aucun marché ou relais politique présenté comme établi dans cette version.	Vérifier s’il s’agit du pays, d’un contexte régional ou d’une référence incidente.
Madagascar	Pas de relation politique ou d’opération économique retenue sans pièce recoupée.	Retrouver l’original et vérifier sa date ; aucune attribution à Epstein d’événements postérieurs à sa mort.

Il s’agit des limites de cette sélection documentaire, pas d’un certificat d’absence de relation. Les décomptes de mots, les extraits sans contexte et les agrégateurs ne justifient pas l’ajout d’entreprises ou de responsables à une cartographie de faits criminels.

Chronologie croisée : pays, entreprises et protagonistes

Les liens ci-dessous renvoient aux pièces ou publications utilisées. Les opérations de financement Trump figurent comme dossier comparatif distinct ; aucune ligne ne doit être lue comme la preuve d’une opération commune avec Epstein.

Date	Pays ou juridiction	Personnes	Entreprises / institutions	Acte ou trace documenté
Après-guerre ; 1964-1970	Royaume-Uni	Robert Maxwell	Pergamon ; Parlement	Édition et mandat de député. Notice NPG
1969	Royaume-Uni / États-Unis	Robert Maxwell	Pergamon ; Leasco ; N. M. Rothschild & Sons ; Robert Fleming	Offre de reprise et conseils distincts. Takeover Panel
1981-1983	France	David, Nathaniel et Éric de Rothschild	Banque Rothschild ; Paris Orléans	Nationalisation puis reprise d’activités ; généalogie de la maison française. Rothschild Archive
1987	France / Royaume-Uni	Robert et Ian Maxwell ; Francis Bouygues	TF1 ; groupe Bouygues	Participation des Maxwell au capital de la chaîne. Archives 1987
1988-1990	France	Robert Maxwell	Imprimerie Cino del Duca, Blois	Entrée puis contrôle rapportés par la presse. 1988 ; 1990
1990	États-Unis	Donald Trump ; Wilbur Ross	Taj Mahal ; Rothschild Inc.	Conseil aux obligataires. UPI
Février-septembre 2004	États-Unis / groupe suisse	Donald Trump ; dirigeants de THCR	Trump Hotels ; DLJ ; CSFB	Projet de 400 M$ puis fin des discussions. SEC ; rupture
20 mai 2005	États-Unis / groupe suisse	Signataires du contrat	Trump Entertainment ; Morgan Stanley ; UBS Securities	Crédit syndiqué plafonné à 500 M$. Contrat SEC

Date	Pays ou juridiction	Personnes	Entreprises / institutions	Acte ou trace documenté
2008 ; 2015	France / Belgique	Dirigeants et actionnaires concernés	Gaz de France ; Suez ; Engie	Fusion, puis changement de nom. Historique
2008-2012 ; depuis 2017	France	Emmanuel Macron	Rothschild en France ; Élysée	Parcours professionnel puis fonctions publiques. Carrière ; Élysée
15 novembre 2010	France / Sénégal / Émirats	Karim Wade ; Epstein ; Bin Sulayem	Intermédiation personnelle	Rencontre à Paris rapportée par l'AFP. AFP
2011	Sénégal / Mali / Sierra Leone / Gabon	Karim Wade ; Epstein ; interlocuteurs logistiques	Voyage privé ; Département d'État américain	Tournée proposée et démarches de passeport. ABC News
2011-2014	Côte d'Ivoire / États-Unis	Nina Keita ; Alassane Ouattara ; Epstein	Entourage politique ; propositions commerciales	Mises en relation et projets rapportés, exécution à vérifier. DW
2013-2019	États-Unis / Allemagne	Epstein ; interlocuteurs bancaires	Deutsche Bank	Relation bancaire et surveillance. Voir le chapitre Allemagne et les pièces NYDFS.
2014-2016	Sénégal / États-Unis	Wade ; avocats ; Epstein	Southern Trust ; Nelson Mullins	Factures et démarches de lobbying, preuves de paiement à distinguer. AFP
22 juillet 2016	Îles Vierges américaines	Caroline Lang ; Epstein ; conseil juridique	Prytanee LLC ; Pierre Trust ; Southern Trust	Montage d'investissement artistique décrit par Mediapart. Enquête
27 février 2017	États-Unis	Donald Trump ; Wilbur Ross	Sénat ; département du Commerce	Confirmation ministérielle. Vote
29 juin-6 août 2018	France / Suisse	Dirigeants des deux groupes	Rothschild & Co ; Edmond de Rothschild	Accord puis dénouement des participations croisées. Accord ; réalisation
Juin-juillet 2019	États-Unis / Suisse / Maroc	Epstein ; Richard Kahn ; Marc Leon	Southern Trust ; Schwab ; compte Julius Baer	Instructions de paiement et annulations pour Bin Ennakhil. Reuters
2026	France	Jack et Caroline Lang ; Fabrice Aidan	PNF ; IMA ; Edmond de Rothschild (France) ; Engie	Procédures et suites professionnelles distinctes, décrites au chapitre France.
2026	États-Unis / Allemagne / RDC / Émirats	Parlementaires ; régulateurs ; dirigeants et auteurs d'enquêtes	Banques ; DP World ; organismes publics	Contrôles et publications à examiner séparément des actes antérieurs à 2019.

Registre des entreprises et structures : qui intervient, dans quel dossier ?

Nos enquêtes PRODPRESS : guide des sociétés, registres et archives ; périmètres des différents groupes Rothschild.

Entité	Période / périmètre	Rôle retenu dans ce dossier
Pergamon Press / Leasco	Royaume-Uni-États-Unis, 1969	Sociétés cible et acquéreur potentiel ; antécédent historique.
N. M. Rothschild & Sons / Robert Fleming & Co	1969	Conseils dans le différend Pergamon ; mandats distincts.
TF1 / Bouygues / Cino del Duca	France, 1987-1990	Participations audiovisuelles et imprimerie ; aucun rôle criminel déduit.
Rothschild Inc.	États-Unis, 1990	Conseil des obligataires du Taj Mahal, dossier Trump.
DLJ / Credit Suisse First Boston	Projet 2004	Investissement envisagé, discussions rompues.
UBS Securities / Morgan Stanley	Contrat 2005	Arrangements et fonctions d'agents d'un crédit syndiqué.
Gaz de France / Suez / Engie	2008 ; 2015 ; fonctions Aidan en 2026	Généalogie industrielle et employeur ultérieur, liens à ne pas confondre.
Rothschild & Co / Edmond de Rothschild	France-Suisse, notamment 2018	Deux groupes dont les participations croisées ont été dénouées.
JPMorgan Chase / Deutsche Bank / Bank of America	Dossier financier Epstein	Établissements examinés par les sources réglementaires et parlementaires citées.
Prytanee LLC / Pierre Trust / Southern Trust Company	Îles Vierges américaines, 2016	Structure d'investissement, participation et apporteur de fonds décrits par Mediapart.
Warner Bros Television France	Parcours de Caroline Lang	Repère d'emploi ; aucun financement d'Epstein par l'employeur n'en découle.
Nelson Mullins	États-Unis-Sénégal, 2015-2016	Cabinet évoqué dans les démarches de lobbying autour de Wade.
Gestoci	Côte d'Ivoire, fonction rapportée en février 2026	Employeur / fonction de Nina Keita, distinct de ses relations privées.
Charles Schwab / Julius Baer	Tentative immobilière 2019	Prestataire d'ordres et banque destinataire indiquée ; exécution finale à distinguer.
DP World	Émirats / projets internationaux	Opérateur portuaire ; examiner chaque acte de société séparément des échanges privés.
British International Investment / La Caisse	Contrôle des partenariats, 2024-2026	Investisseurs / partenaires ; décisions postérieures au décès d'Epstein.

Ce registre décrit des rôles documentaires, pas une liste de sociétés coupables. Les actes accomplis par une filiale, un salarié ou un prestataire doivent être rattachés à la personne morale compétente à

cette date.

Responsables politiques et personnes publiques : fonctions dans nos périodes

Personne	Pays / période utile	Rôle dans la lecture des pièces
Robert Maxwell	Royaume-Uni, député 1964-1970	Carrière politique et industrielle historique. NPG
Jack Lang	France, Culture 1981-1986 et 1988-1993 ; dossier 2026	Fonctions publiques antérieures et enquête financière ultérieure. Ministère
Nicolas Sarkozy	France, présidence 2007-2012	Contexte institutionnel du parcours de Colom ; pas de mandat Epstein attribué sur cette base. Assemblée nationale
Emmanuel Macron	France, banque 2008-2012 ; fonctions publiques ultérieures	Repère de carrière ; aucune implication déduite. Le Monde ; Élysée
Donald Trump	États-Unis, affaires puis présidence	Contrats d'entreprise et contrôle parlementaire à traiter distinctement.
Wilbur Ross	États-Unis, 1990 / 2017	Conseiller des créanciers puis secrétaire au Commerce. UPI ; Sénat
Abdoulaye Wade / Karim Wade	Sénégal, pouvoir et portefeuilles jusqu'en 2012	Contexte des accès politiques et économiques. AFP
Macky Sall	Sénégal, décision de grâce en 2016	Autorité politique citée dans les démarches ; causalité à établir.
Alassane Ouattara	Côte d'Ivoire, échanges évoqués en 2011-2012	Président et parent de Nina Keita ; actes personnels et actes publics à distinguer. DW
Jacob Zuma	Afrique du Sud, visite de 2010 au Royaume-Uni	Projet de dîner et réponse de sa Fondation. eNCA
Robert Mugabe	Zimbabwe, échanges cités en 2012-2017	Propositions et renseignement non corroboré. BBC / MyJoyOnline
Joseph Kabila	RDC, contexte des négociations Banana	Responsable cité dans les soupçons de PPLAAF ; pas de jugement déduit. PPLAAF
Sultan Ahmed bin Sulayem	Émirats, direction de DP World jusqu'en février 2026	Dirigeant d'entreprise et intermédiaire ; rôle distinct d'une autorité étatique. Reuters
Ron Wyden / Jamie Raskin / James Comer	États-Unis, contrôle parlementaire en 2026	Auteurs ou responsables de travaux de contrôle ; ne pas les classer comme participants aux faits étudiés.
Lars Klingbeil	Allemagne, réaction de novembre 2026	Responsable public demandant transparence et contrôle.

Les autres personnes centrales - Ghislaine Maxwell, Caroline Lang, Nina Keita, Fabrice Aidan, Olivier Colom, Ariane de Rothschild, les avocats et les cadres bancaires - relèvent de fonctions judiciaires, privées ou administratives différentes. Le dossier les identifie dans leur rôle précis, sans les transformer artificiellement en responsables politiques.

Les montants : des catégories à ne pas mélanger

Montant	Ce qu’il désigne dans la source	Ce qu’il ne démontre pas
581,9 millions $	Transactions associées aux signalements décrits par le consortium Deutsche Bank.	Un montant de blanchiment judiciairement établi.
Plus de 1,4 milliard $	Mouvements examinés dans plusieurs banques selon le rapport Wyden.	Un montant supplémentaire à ajouter au précédent.
150 millions $	Pénalité NYDFS couvrant trois relations bancaires.	Une sanction exclusivement liée à Epstein.
100 000 $	Demande de financement de lobbying rapportée par l’OCCRP.	Le paiement intégral ni l’efficacité politique de la démarche.

Analyse PRODPRESS : la respectabilité peut devenir une ressource

Analyse éditoriale. Un réseau d’influence devient plus intelligible lorsqu’on observe les services qu’il rend. Ouvrir un compte permet d’exécuter des opérations. Présenter un interlocuteur réduit la distance avec une institution. Financer un conseil donne accès à des démarches juridiques ou politiques. Chaque service peut être licite ; chacun peut aussi devenir une étape à examiner lorsqu’il s’insère dans une activité criminelle.

L’hypothèse à tester est celle d’un mécanisme de légitimation réciproque : l’accès à un acteur reconnu peut rassurer le suivant, qui n’examine plus suffisamment les signaux d’alerte. Cette lecture ne démontre ni une coordination générale ni une intention commune. Elle indique où chercher : dans les dossiers d’acceptation, les alertes transmises, les décisions de maintien et les contreparties reçues.

Pour établir une responsabilité, trois questions doivent rester attachées à chaque nom : qu’a fait cette personne, que savait-elle à ce moment précis, et quelles pièces le démontrent ? C’est plus exigeant qu’une galerie de portraits. C’est aussi plus utile aux victimes et au débat public.

Les pièces qui manquent pour aller plus loin

Nos enquêtes PRODPRESS : inventaires de saisies et limites documentaires.

• **Les opérations détaillées :** identifiants, dates, donneurs d’ordre, bénéficiaires et motifs, pour éviter les doublons dans les volumes agrégés.

• **Les décisions internes :** auteurs des validations, alertes reçues, conditions imposées et vérification de leur application.

• **Les contreparties :** contrats, honoraires, prestations livrées et justificatifs du service annoncé.

• **La chronologie de connaissance :** éléments effectivement connus par chaque intervenant au moment de son action.

• **Les suites judiciaires publiques :** décisions et qualifications retenues, avec leurs dates, sans confondre enquête et condamnation.

La question n’est plus seulement de savoir qui figurait dans le carnet d’Epstein. Elle est de déterminer qui lui a fourni quoi, à quel moment et en connaissance de quels faits.

Méthode, limites et droit de réponse

Nos enquêtes PRODPRESS : vérifier les archives officielles et les copies privées ; suivre les versions DOJ, FBI, FOIA et EFTA ; pourquoi un carnet de contacts ne constitue pas une liste pénale.

Cette enquête est une mise en perspective documentaire au 24 novembre 2026. Les faits de procédure sont rattachés à leur date de confirmation. Les publications du consortium restent des travaux attribués à leurs auteurs : PRODPRESS n'a pas vérifié indépendamment l'ensemble du corpus divulgué. Les déclarations bancaires et parlementaires sont rapportées comme telles.

Les communiqués du PNF cités ont été consultés dans le travail documentaire préalable ; leurs adresses ont renvoyé une page de maintenance lors du contrôle complémentaire. Les positions de défense et réponses mentionnées proviennent des publications indiquées. Aucune nouvelle réponse sollicitée par PRODPRESS n'est revendiquée dans ce texte.

Les personnes mises en cause bénéficient de la présomption d'innocence. Les coordonnées privées des victimes ne sont pas reproduites. Toute précision documentée ou réponse peut être transmise via le formulaire de droit de réponse et de rectification.

PDF, vidéos et photographies : consulter les pièces

Ces ressources complètent les liens placés dans chaque chapitre. Les copies PDF hébergées par PRODPRESS sont distinguées des publications officielles. Une déposition est un témoignage à confronter aux pièces ; une communication parlementaire exprime les positions de son auteur. Une photographie ne permet pas, à elle seule, d'attribuer une infraction.

Documents et rapports PDF

• Rapport démocrate du 26 octobre 2026 - copie PDF hébergée par PRODPRESS.

• Rapport de la majorité républicaine du 10 novembre 2026 - copie PDF hébergée par PRODPRESS.

• Rapport Wyden du 4 août 2026 - PDF du Sénat.

• Ordonnance de consentement Deutsche Bank de juillet 2020 - PDF du NYDFS.

• Communiqué du PNF sur les perquisitions à l'IMA, 16 février 2026 - PDF.

• Communiqué du PNF, dossier Aidan, 24 mars 2026 - PDF.

• Index officiel des transcriptions parlementaires de 2025-2026.

Vidéos et dépositions publiques

• Bill et Hillary Clinton - page officielle des vidéos de déposition, publiée le 2 mars 2026. Auditions respectives des 27 et 26 février 2026.

• Richard Kahn et Darren Indyke - page officielle des vidéos, publiée le 24 mars 2026. Auditions respectives des 11 et 19 mars 2026.

• Les Wexner - page officielle de la vidéo, publiée le 19 février 2026. Audition du 18 février 2026.

• Ron Wyden - intervention sur l'accès aux archives bancaires, 3 mars 2026. Vidéo proposée sur le site officiel du sénateur.

Les vidéos sont proposées sous forme de liens vers les pages de leurs diffuseurs. Les dates d'audition et de mise en ligne sont distinguées. Les déclarations des personnes entendues ne constituent pas des conclusions judiciaires.

Photographies, provenance et crédits

• Robert Maxwell à Amsterdam, 11 avril 1989 - photographie et notice d'archive. Crédit : photographe non identifié, Anefo / Nationaal Archief, référence 934-4359 ; fichier signalé CC0 sur sa notice. Ce portrait documente une personne et une date.

• Francis Bouygues, Édouard Balladur et Robert Maxwell, rachat de TF1 à Paris, 16 avril 1987 - notice photographique. Crédit : Jean Guichard / Gamma-Rapho via Getty Images, référence 986587472. Consultation chez l'agence ; reproduction soumise à licence.

• Illustration de couverture PRODPRESS. Composition générée par IA, sans valeur de photographie documentaire ; © PRODPRESS®.

Sources PRODPRESS prioritaires : les enquêtes mobilisées

Les travaux de notre rédaction sont regroupés ici en premier pour permettre de suivre l'enquête dans la durée. Chaque article renvoie à ses documents et à ses sources. Plusieurs articles PRODPRESS reprenant une même pièce ne constituent pas plusieurs confirmations indépendantes : les originaux et les recoupements externes restent nécessaires. Les articles anciens doivent être lus à la date indiquée ; la présente mise à jour précise les évolutions ultérieures.

Dossiers d'entrée et France-Afrique

• Affaire Epstein-Maxwell : dossier maître, témoignages, archives, EFTA et enquêtes parlementaires.

• Affaire Epstein : enquêtes françaises, réseaux africains et nouvelles archives en 2026.

France, enquêtes et entraide judiciaire

• Epstein-Maxwell | Épisode 13 - France et mannequinat : Brunel, l'entraide judiciaire et les accusations évoquant Fekkai.

• Paris, avenue Foch : ordinateurs, clés USB, vidéos et courriels recensés après la perquisition.

• Affaire Epstein en France : ce que la justice demandait sur les témoins et victimes.

• Affaire Epstein : des courriels attribués à Olivier Colom, ex-conseiller de Nicolas Sarkozy, relancent la polémique en France.

Histoire Maxwell, médias et périodes de référence

• Maxwell, Lang, Rothschild et Epstein : ce que prouvent les archives de 1945 à 2026.

• Robert Maxwell en France avant 1987 : Pergamon, Leasco et le rôle documenté de Rothschild en 1969.

• Robert Maxwell et les Lang (1987-1991) : TF1, Blois, Grande Arche et Boeing pour Moscou.

Banques, flux et procédures - États-Unis et Allemagne

• Affaire Epstein : JPMorgan, Deutsche Bank, Bank of America et FirstBank, quatre procédures bancaires à distinguer.

• Deutsche Bank : la sanction de 150 millions de dollars de 2020 ne concerne pas seulement Epstein.

• Epstein-Maxwell | Épisode 14 - Banques et flux Epstein : rapport Wyden, alertes financières et responsabilité des établissements.

• Inside Deutsche Bank : 15,6 millions de fichiers, Epstein, Russie et Trump au cœur d'une enquête internationale.

Congrès américain et périmètre judiciaire

• Affaire Epstein : deux rapports du Congrès, deux finalités - enquêter sur Trump ou comprendre les défaillances de l'État.

• Epstein-Maxwell | Épisode 07 - Rapport Raskin : onze situations, cinq accusations contre Trump - ce que dit réellement le texte.

• Affaire Epstein-Maxwell : le rapport du Congrès du 10 novembre 2026 dénonce des décennies de défaillances.

• Epstein-Maxwell | Épisode 06 - Procès Maxwell : ce que les audiences ont établi, et ce qu'elles n'ont pas tranché.

Entreprises et groupes bancaires - France et Suisse

• Affaire Epstein-Maxwell : sociétés, archives judiciaires et enquêtes PRODPRESS, les sources pour vérifier.

• Les Rothschild : banques, holdings, filiales et intérêts économiques (1769-2026).

Archives, inventaires et méthode

• Affaire Epstein : ce que révèlent les inventaires de preuves saisies, les archives judiciaires et leurs limites.

• Affaire Epstein : comment vérifier les archives DOJ, FBI et les plateformes privées.

• Epstein-Maxwell | Épisode 12 - DOJ, FBI, FOIA et EFTA : comment suivre les pages publiées, corrigées ou occultées.

• Epstein-Maxwell | Épisode 10 - Black Book : un carnet d'adresses, des noms, et aucune liste pénale automatique.

Pièces originales et sources externes de vérification

• NYDFS - consent order de juillet 2020, paragraphes 8-26, 56-57 et 114.

• Inside Deutsche Bank / Himal Southasian - enquête du 17 novembre 2026, montant et périmètre des signalements.

• Newslaundry - présentation du consortium, 17 novembre ; réponse de Deutsche Bank ; document réglementaire de la banque, 2026.

• Ron Wyden - Looking the Other Way, 4 août 2026, pages 3-7 ; lettre du 30 septembre 2026.

• AFP - réaction de Berlin, 17 novembre 2026 ; Le Monde - suivi du 20 novembre, actualisé le 21.

• PNF - dossier Lang, 16 février 2026 ; PNF - dossier Aidan, 24 mars ; France Diplomatie, 24 mars.

• AFP / Le Progrès - déclarations de la procureure de Paris, 10 septembre.

• OCCRP - Epstein et les démarches en faveur de Karim Wade.

• AFP Factuel, 27 février 2026 ; Le Monde - enquête sur Nina Keita, 13 février.

• DOJ - publication du 30 janvier 2026 ; House Oversight - majorité républicaine, 10 novembre ; House Judiciary Democrats - octobre 2026.

Sources externes complémentaires : pays et périodes

• National Portrait Gallery ; Takeover Panel, 1969/13 : Robert Maxwell et Pergamon.

• Le Monde, TF1 en 1987 ; Cino del Duca, 1988 ; 1990.

• UPI, Ross en 1990 ; Sénat, confirmation de 2017.

• SEC, projet CSFB/DLJ ; fin des discussions ; crédit UBS/Morgan Stanley, 2005.

• Rothschild & Co, accord de juin 2018 ; réalisation en août.

• Ministère de la Culture ; Assemblée nationale, Sarkozy ; Élysée, Macron ; Le Monde, carrière bancaire.

• Engie, histoire du groupe ; AFP, fin des fonctions d'Aidan ; Reuters, défense d'Aidan.

• Mediapart, Prytanee, copie PDF ; Le Monde, Colom ; Le Monde, Ariane de Rothschild.

• AFP / TV5MONDE, Afrique de l'Ouest ; DW, personnalités africaines.

• ABC News, dossiers de passeport ; Gabonreview, Gabon.

• Le Desk, Maroc ; Reuters, instructions immobilières de 2019.

• PPLAAF, RDC et DP World, 2 avril 2026 ; Reuters, réseaux et réponses au Moyen-Orient.

• eNCA, Zuma ; BBC / MyJoyOnline, Mugabe ; décision Maxwell d'août 2026, copie Justia.

La notice de Rothschild Archive sur la maison parisienne complète le repère 1981-1983. Les références EFTA01796777 et EFTA00562005 ont également été repérées dans des transcriptions privées. L'accès direct aux PDF du DOJ n'a pas pu être revalidé lors de ce contrôle. Elles sont des pistes de localisation, non des copies dont PRODPRESS certifierait ici l'intégrité ; les affirmations de voyage sont limitées aux préparatifs recoupés par les sources de presse.

Les dates d'événements sont distinguées des dates de publication des enquêtes. Les fonctions professionnelles sont celles rapportées au moment indiqué ; elles ne sont pas présentées comme un organigramme actuel complet.

Glossaire

• **DOJ :** Department of Justice, ministère américain de la Justice.

• **FBI :** Federal Bureau of Investigation, service fédéral américain d'enquête.

• **PNF :** Parquet national financier, chargé en France de certaines affaires économiques et financières complexes.

• **EFTA :** Epstein Files Transparency Act ; les références EFTA servent à localiser des pièces dans le corpus publié.

• **FOIA :** Freedom of Information Act, droit américain d'accès aux documents administratifs fédéraux, assorti d'exceptions.

• **FD-302 :** Formulaire du FBI consignant un compte rendu d'entretien ; il ne constitue pas une transcription nécessairement littérale ni une validation de toutes les déclarations.

• **SAR :** Suspicious Activity Report, déclaration d'activité suspecte ; un signalement ne vaut pas constat judiciaire d'une infraction.

• **KYC :** Know Your Customer, contrôles d'identification et de connaissance d'un client.

• **Conformité / lutte contre le blanchiment :** Dispositifs de vigilance, de contrôle et de signalement auxquels sont soumis les établissements concernés.

• **Consent order :** Accord réglementaire formalisant des constats et engagements ; sa portée dépend du texte et de l'autorité qui l'adopte.

• **Transaction civile :** Accord réglant des demandes civiles ; il ne vaut pas nécessairement reconnaissance de responsabilité ni condamnation pénale.

• **Enquête préliminaire :** Investigations conduites sous la direction du parquet ; son ouverture ne préjuge pas de la culpabilité.

• **Mise en examen :** Statut dans une information judiciaire française ; la personne conserve la présomption d'innocence.

• **Entraide judiciaire :** Coopération entre autorités de pays différents pour obtenir des actes, témoignages ou documents.

• **Bénéficiaire effectif :** Personne physique qui détient ou contrôle en dernier ressort une structure, selon les critères du droit applicable.

• **Société offshore :** Société constituée dans une juridiction extérieure au lieu principal d'activité de ses détenteurs ; cette caractéristique ne suffit pas à établir une illégalité.

• **Volume de transactions :** Somme de mouvements dont la période, le périmètre et les éventuels doubles comptes doivent être précisés.

• **Pièce primaire :** Document original ou publication de l'autorité directement concernée ; sa provenance ne rend pas automatiquement exactes toutes les déclarations qu'il contient.

• **Allégation :** Affirmation d'un fait dont la preuve et la portée doivent être appréciées ; elle n'est pas synonyme de fait judiciairement établi.

• **Caviardage :** Occultation de passages ou de données dans une version rendue publique.

Pour approfondir sur PRODPRESS

• France et Afrique : chronologie des procédures et rectifications du dossier initial.

• Inside Deutsche Bank : le dossier général et ses différents volets.

• Epstein-Maxwell : le dossier maître, les témoignages et les archives.

Illustration de couverture générée par IA : composition symbolique, sans valeur documentaire. © PRODPRESS®.

MARTIN-LANDRÉ Christophe
Journaliste d'investigation - Directeur de la publication
PRODPRESS MEDIA GROUP LLC
© PRODPRESS® 2026 - Tous droits réservés.
Authentique. Impertinent. Libre.